

Colloque organisé à l'Institut du Monde arabe le samedi 19 janvier 2013

(Compte-rendu de Olivier CHAZY)

Où en est le printemps arabe, en Égypte et en Tunisie, deux ans après le début de la révolution?

Tel était le thème du colloque organisé à l'Institut du Monde arabe par le réseau Chrétiens de la Méditerranée et la Direction de la prospective du ministère des Affaires étrangères avec le concours de nombreux experts et acteurs directs et la participation de Christophe Roucou de la Mission de France.

Ce qui a émergé brusquement en décembre 2010, à la suite de plusieurs décennies de régimes autoritaires, népotiques, corrompus, confisquant l'espace public, ce sont des aspirations citoyennes et démocratiques alimentées par le chômage des jeunes, le coût de la vie, les inégalités territoriales, la misère sociale. La fierté a fini par dépasser la peur et les mouvements ont pris leur ampleur malgré la répression. Les mouvements religieux radicaux comme les salafistes absents des événements aussi bien en Égypte qu'en Tunisie ont fini par émerger mais n'ont pas encore trouvé de positionnement adapté à la poussée sociale puissante.

Ce que ces mouvements ont eu en commun, c'est leur diffusion dans toutes les couches de la société et dans une partie de l'appareil d'État, ce qui en a fait la force et la profondeur. Ce mouvement a été jusqu'à influencer la base du salafisme, des frères musulmans, la base de la communauté copte en Égypte. Les nouveaux acteurs ont tenté en commun de changer la règle du jeu vers un État de droit et la séparation du religieux et du politique.

Dans les deux pays l'islam radical salafiste s'est enraciné dans les couches les plus misérables et s'est renforcé faute de réponse socio économiques des nouveaux pouvoirs. C'est la leçon permanente de l'histoire, si le mouvement des citoyens ne rencontre pas la justice sociale, la déception se renforce et les radicalisations s'amplifient. Entrés tardivement en politique ces courants salafistes n'en maîtrisent pas encore les codes et n'ont pas de véritable programme en mesure de relever les défis sociétaux.

Pour les observateurs, ce mouvement populaire est irréversible, En Égypte le mouvement salafiste vient d'éclater en deux, une branche réclamant plus d'autonomie vis-à-vis des religieux, et constituant le mouvement « la patrie » avec des coptes éligibles sur leur liste. Le chef d'État Mohamed Morsi a changé trois fois de position devant la pression populaire.

Les médias occidentaux en confondant frères musulmans et salafistes ont souvent perdu la capacité de comprendre le sens des événements. Leur culture laïque a freiné la compréhension d'un mouvement à forte composante religieuse qui n'a jamais contesté le fait religieux.

L'interprétation de l'archevêque d'Aman et Tunis : Mg Maroun LAHHAM

Il s'agit d'un printemps arabe Musulman et Chrétien, avec composante salafiste. Au proche orient, la religion est un état constitutif de la vie des personnes et des sociétés, elle a été absente du mouvement qui n'a pas été sujet à contestation. Le moyen Orient a définitivement changé, l'occident doit changer son logiciel d'interprétation. L'islam politique se modernisera ou n'aura aucun avenir, soit il adoptera une politique démocratique avec liberté de conscience, alternance du pouvoir et s'éloignera de l'interprétation littérale du Coran soit il perdra son influence. On constate aujourd'hui des ambiguïtés dans les deux pays

L'interprétation de Ghaleb Bancheikh (président de la conférence mondiale des religions pour la paix)

Nous avons connu une instrumentation du fait religieux par les anciens régimes en place en recherche de légitimité. De grands chantiers sont désormais ouverts : pluralisme, liberté de conscience, désacralisation de la violence, qui doivent se détacher de leur « gangue géopolitique »

En EGYPTE

La constitution qui vient d'être votée comporte quelques articles dangereux pour les libertés publiques (219), sous la pression des frères, mais la jurisprudence ce fait à l'université d'Al Azhar, favorable au mouvement populaire. L'université a créé la « maison de la famille Égyptienne », qui cherche à définir un avenir commun pour le pays, sa déclaration sur l'avenir de l'Égypte propose une perspective qui s'appuie sur quatre libertés : liberté religieuse, d'opinion, de recherche scientifique, d'expression artistique.

En Égypte les jeunes coptes ont été protégés place Tahrir par les autres composantes du mouvement et ont eux même mis en cause les autorités religieuses. « Chenouba, tu nous a déçu », le Patriarche ménageant les autorités après le massacre des manifestants coptes au quartier Maspero du Caire.

En TUNISIE

La Tunisie a connue elle aussi une transition mouvementée après la fin de l'ancien régime, mais le contexte historique est différent, le mouvement a bénéficié d'un passé comportant des ingrédients de la modernité : laïcité, statut de la femme, scolarité poussée, constitution des 1864, l'esclavage aboli avant la France.

Le mouvement a bénéficié de l'apport d'une force syndicale significative l'UGTT, qui rassemble 750.000 membres, le nombre d'associations a explosé et la presse est devenue libre, Les autorités se sont employées d'abord à saper les bases juridiques et politiques de l'ancien régime, une grande instance, organe de transition, a publié quatre textes de loi sur les libertés concernant les partis politiques, les associations, les médias, le pénal, mais la nouvelle constitution a tardé à venir, les nouvelles lois n'ont pas été réellement respectées et la société s'est dépolarisée engendrant une crise de confiance, le non respect des promesses et les déceptions, les députés ont augmenté leurs salaires et ont pris leur retraite, les Salafistes ont été traités avec indulgence, les grands dossiers sociaux économiques n'ont pas été traités, la détresse économique a augmenté. Malgré ses difficultés les élections ont été organisées libres transparentes, démocratiques, événement qui a été qualifié de deuxième naissance du mouvement.

NB : les coptes chrétiens sont en Égypte 10 millions sur 80 millions d'habitant, les chrétiens sont en Tunisie 30 000 sur 10 000 millions

Sont intervenus dans ce colloque :

Jean Claude Petit (Chrétiens en Méditerranée) Gilles Kepel, (universitaire Sc Po), Georges Sarwat Fahmi (Arab Forum for Alternative) Claude Guibal (France culture), Stéphane Lacroix (Sc Po) Saïda Ounissi (doctorante Paris 1), Nicolas Lhernould (adjoint à l'archevêque de Tunis), Kamel Jendoubi (Pt de l'instance supérieure indépendante pour les élections en Tunisie), Agnès Levallois (chargée de cour à l'ENA), Mgr Pascal Gollnisch, directeur général des œuvres d'orient), Ghaleb Bencheikh (président de religion pour la paix), Christophe Roucou (membre de la Mission de France, Directeur du Service des Relations avec l'Islam), François Zabbal (IMA), Séverine Laville (Caritas), Pascale Quivy (CCFD-terre solidaire)